

Le libre-échange

Comme peut-il s'agir seulement d'un accord commercial quand il s'applique à toutes les administrations du pays, et notamment à l'énergie, à l'agriculture, aux services et aux banques?

On nous dit, à nous législateurs, que nous ne pouvons plus prendre de décisions dans ces secteurs. Nous ne pouvons plus avoir le droit comme Parlement souverain de légiférer et de réglementer au mieux de notre jugement, après en avoir discuté avec les autres Canadiens et les autres provinces et après nous être efforcés de résoudre les problèmes selon la bonne vieille tradition canadienne. Nous n'avons plus de droits dans ces secteurs.

De vastes secteurs de compétence publique au Canada ont disparu, et les générations à venir n'auront plus jamais dans ces secteurs les droits que possédaient leurs prédécesseurs. Ce n'est pas d'un accord commercial dont il s'agit, mais d'une forme de souveraineté-association, d'union économique, d'intégration économique. Peu importe le nom qu'on lui donne, cet accord dépasse de beaucoup les limites du commerce.

S'il ne s'agissait que de négocier une réduction des tarifs, nous nous inquiéterions moins, car nous pourrions alors en discuter du point de vue des conséquences directes sur les diverses industries. Cet accord de grande portée nous entraîne dans des voies inconnues sans points de repère pour vous guider. Comment le ministre peut-il affirmer sans faire douter de sa bonne foi que ce n'est qu'une simple question d'échanges à propos de laquelle les Canadiens ne devraient pas s'inquiéter.

N'arrive-t-il jamais au ministre de se demander pourquoi les Canadiens d'un bout à l'autre du pays et dans toutes les régions sont inquiets et angoissés au sujet de cet accord? Cela n'arriverait pas s'il s'agissait d'une simple question de réduire certains tarifs, sur les légumes, par exemple, ou d'autres produits. Les frictions, l'angoisse et les controverses sont devenues monnaie courante parce que les Canadiens se voient dépouiller d'un droit fondamental, celui de pouvoir façonner l'avenir du pays dans lequel ils souhaitent vivre, car ils n'ont aucune influence sur la politique du secteur public qu'on leur présente.

Je trouve fascinant qu'un premier ministre qui a affirmé qu'il déclencherait des élections sur le thème de la réconciliation nationale propose l'initiative qui sera sans doute la plus controversée et la plus contestée de toute l'histoire du pays. Elle divise les gens d'un bout à l'autre du Canada, et non pas uniquement pour des motifs à caractère régional, car nous avons découvert en comité que les Albertains sont tout aussi divisés sur la question que les habitants de l'Ontario, du Québec ou des provinces atlantiques. Pourtant, nous avons été témoins des tentatives haineuses du premier ministre et du premier ministre de la Saskatchewan, qui voulaient nous faire croire que c'était simplement l'Ouest qui était monté contre l'Ontario. Quelle mesquinerie!

M. McDermid: Il n'a jamais dit cela.

M. Axworthy: Le premier ministre, qui allait être l'instigateur de la réconciliation nationale, est en fait en train d'essayer de dresser les régions les unes contre les autres dans le simple but de faire accepter son accord avec M. Reagan. Ce n'est guère dans l'intérêt national lorsque l'on considère combien cette proposition porte atteinte à l'âme même de notre pays.

Étudions les arguments avancés par le gouvernement. Il a été passionnant d'entendre aujourd'hui les observations quelque peu mitigées de la ministre du Commerce extérieur (M^{lle} Carney). Contrairement à la grandiloquence du passé, nous n'avons pas entendu aujourd'hui ce genre de promesses mirifiques. Lorsque le premier ministre a annoncé cet accord, il a dit que cela résoudrait tous les problèmes du Canada.

M. McDermid: Il n'a jamais dit cela.

M. Axworthy: Il a prétendu que si le développement régional connaissait des difficultés, le libre-échange avec les États-Unis y remédierait.

M. McDermid: Il n'a jamais dit cela.

M. Axworthy: Si.

M. McDermid: Non.

M. Axworthy: Si. Le premier ministre a déclaré que s'il y avait des problèmes de productivité et de croissance, le libre-échange y remédierait. Cet accord aiderait aussi à faire pousser les cheveux ainsi qu'à faire disparaître les verrues. C'est tout ce qu'il fera, il fera partir les verrues.

M. Marchi: Cela intéresse le secrétaire parlementaire.

M. Axworthy: Le secrétaire parlementaire s'y intéresse peut-être parce qu'il pense que cela lui fera repousser les cheveux.

Le gouvernement, ses alliés du monde des affaires et autres partisans de cet accord n'ont fourni aucune preuve aux Canadiens des avantages économiques qui en découleraient. Pendant nos audiences de comité d'un bout à l'autre du pays, nous avons entendu divers économistes, porte-parole de chambres de commerce et des représentants du Conseil d'entreprises pour les questions d'intérêt national. Ils n'ont pas une fois été capables de nous fournir ce qu'on appellerait des preuves concrètes qu'il y aura création d'emplois. Ils l'espèrent, ils le croient et ils le pensent, mais pas une fois ils n'ont pu nous en donner la preuve. Il n'y en a aucune.

Si l'on considère le passé, il n'y a aucune garantie qu'une région bénéficiant du libre-échange va automatiquement bénéficier de tous les avantages promis. Je propose aux députés de demander aux gens du nord de l'Angleterre, de l'Écosse ou du Pays de Galles si le fait que la Grande Bretagne soit entrée au Marché commun a aidé à résoudre les divisions régionales dans ce pays. En fait, cela les a exacerbées. Est-ce que cela a fait baisser le taux de chômage? Le taux de chômage en Grande Bretagne était de 5 p. 100 avant que ce pays ne devienne membre du Marché commun. Il est monté à 15 p. 100 après y être entré.

Le gouvernement parle de productivité. Je constate avec intérêt que depuis dix ans notre taux de productivité est plus élevé que celui des États-Unis en dépit du fait qu'il y a là un marché de 250 millions d'habitants. Nous entendons dire que grâce à l'accès à ce marché, notre productivité s'améliorera. Pourquoi sommes-nous aujourd'hui plus productifs que les Américains? On nous demande non seulement d'avoir un surcroît de confiance mais aussi d'exercer un surcroît de logique.

Si le Marché commun est si merveilleux, pourquoi notre taux de création d'emplois depuis 10 ans est-il plus élevé que celui de n'importe quel pays d'Europe? Le Marché commun est censé être une solution magique pour nous, mais notre rendement s'est révélé supérieur à celui qu'il réalise.